

Du « printemps berbère » au « Hirak »

La marche pacifique des Algérien.ne.s vers la refondation de la république et l'établissement d'un Etat de droit

« ... Si on conçoit une identité rhizome, c'est-à-dire racine, mais allant à la rencontre des autres racines, alors ce qui devient important n'est pas tellement un prétendu absolu de chaque racine, mais le mode, la manière dont elle entre en contact avec d'autres "racines" : la Relation. Une poétique de la Relation me paraît plus évidente et plus prenante » aujourd'hui qu'une poétique de l'être. »

Edouard Glissant, *Introduction à une poétique du divers*.

Par Ahmed Dahmani*

Lorsqu'en juin 2019, feu Ahmed Gaïd Salah, chef de l'état-major, vice-ministre de la défense, a décidé d'interdire l'emblème amazigh et de faire arrêter ceux des manifestants qui le portaient, les Algérien.ne.s avaient compris la manœuvre aventureuse et dangereuse qui consistait à diviser le Hirak en isolant la Kabylie. Leur réaction a été salutaire en scandant : « *Arbi-chaoui-keballi-mzabi-wahrani-qsentini-tlemçani..., khawa-khawa* » (« Quelles que soient leurs régions d'appartenance, tous les Algériens sont frères »). Et cet autre slogan des jeunes des quartiers populaires d'Alger : « *Casbah, Bab-el-Oued, Imazighen !* » (« Casbah, Bab-el-Oued, tous Berbères ! »)¹.

Déployer l'emblème amazigh, en dépit de l'interdiction, constituait un défi vis-à-vis du pouvoir autoritaire, un symbole de la quête de liberté qui inclue la question amazighe mais qui la dépasse au sein du Hirak. Celui-ci rappelle que, dans l'histoire des gens d'en bas, celle des populations écrasées par les nombreuses inégalités, dominées par les différents appareils de coercition et de médiatisation, il peut exister à l'égard des pouvoirs une rage profonde et une réserve d'indignations enfouies. Celles-ci peuvent surgir dans une éruption quasi « volcanique » et bouleverser ainsi

**Ahmed Dahmani économiste, maître de conférences retraité de l'Université de Tizi-Ouzou (Algérie), puis de Paris Sud-Saclay.*

¹ De même, le mot d'ordre « Pouvoir assassin » rappelle les violentes répressions qui se sont abattues sur la Kabylie en avril 2001, lors de ce qu'on appellera le « Printemps noir ». Il y eut plus de cent vingt morts et des centaines de blessés, certains handicapés à vie. Et l'enquête diligentée n'a jamais abouti au jugement des auteurs de ces tueries qui avaient commencé leur basse œuvre dans une caserne de gendarmerie en abattant froidement un jeune lycéen, Massinissa Guermah.

les stratégies² de contrôle, de répression et de domination des tenants du pouvoir pour « ouvrir les champs des possibles »³.

C'est cette rage, ce désir de sortir de soi, cette espérance dans une émancipation de la société, qui me rappellent ce que j'ai connu lors du mouvement d'avril 1980, appelé communément « Printemps berbère ». C'est donc avec une subjectivité assumée, en tant qu'acteur – enseignant universitaire et militant politique du Parti de la révolution socialiste (PRS)⁴ –, que je considère que ce mouvement est un moment clé dans l'histoire politique post-indépendance. Il est regrettable de souligner, à cet effet, le peu d'intérêt que ce mouvement avait alors suscité en dehors de la région Centre : seul le Mouvement culturel berbère (MCB) a pu maintenir une « flamme », qui a été l'objet de maintes manœuvres de récupération politicienne ou de manipulations d'une mémoire atrophiée. Cela n'a pas permis d'en apprécier tous les prolongements, les acquis, les évolutions non linéaires et ses dérivées – comme celle du mouvement pour l'indépendance de la Kabylie défendu par un des animateurs du « Printemps berbère », Ferhat Mehenni en l'occurrence. Il n'en demeure pas moins que « Avril 80 », et dans un contexte autrement plus difficile, a brisé le mur du silence et libéré la parole et l'action d'une mobilisation de masse pacifique.

N'est-ce pas d'ailleurs, et surtout, cette même volonté, ce même désir, de s'affranchir de la chape inhibitrice du pouvoir qui rapprochent les deux processus, « Avril 1980 » et « Hirak », à quarante d'ans d'intervalle ?

A travers mon expérience personnelle et politique, il s'agira dans ce texte de rappeler, dans un premier temps, les bouleversements et les mutations qui traversent les scènes nationale et internationale – un contexte difficile, voire périlleux dans lequel fait irruption le mouvement de contestation d'« Avril 1980 ». Dans un second temps, je ferai ressortir ce qui constitue, à mes yeux, les principaux enseignements de ce mouvement et en quoi il a été précurseur dans le combat pour la citoyenneté et la nécessaire redéfinition de la nation.

² Le rejet d'un « cinquième mandat » pour Bouteflika est l'expression de cette rage et de cette indignation qui va être le point de départ du Hirak.

³ Salah Badis, « Les Algériens ont brisé la barrière de la peur », *Le Monde*, 26 février 2019.

⁴ Membre du Parti de la révolution socialiste (PRS), dont la direction est assurée par un groupe formé d'universitaires et de cadres vivant en exil à Paris. C'est ce groupe dirigeant qui accompagnera Boudiaf dans sa malheureuse et tragique présidence du Haut Comité d'État (HCE), entre le 15 janvier et le 29 juin 1992, à la suite de l'interruption du processus électoral qui devait consacrer la victoire du Front islamique du salut (FIS). Je n'ai jamais cautionné la participation de Boudiaf à un pouvoir dirigé réellement par les militaires. Membre de la Ligue des droits de l'Homme, j'avais condamné publiquement l'arrestation et le transfert, vers des camps installés dans le Sud algérien, de milliers de personnes « soupçonnés » d'islamisme violent.

Un contexte incertain et instable

En cette fin des années 1970, la mort de Houari Boumediene⁵ constitue une étape marquante de l'Algérie indépendante tant sur le plan interne qu'externe. Le pouvoir a, pendant près de deux décennies, été incarné par le colonel putschiste⁶. C'est donc sur le terrain de la lutte physique, violente et sanglante que se décide et se constitue le premier Etat de l'Algérie indépendante. L'épisode benbelliste s'achève par un coup d'Etat militaire. Le colonel Boumediene devient président du « Conseil de la révolution », qui se substitue à toutes les institutions existantes. Il est composé essentiellement de militaires, et la plupart des responsabilités politiques et économiques leur échoient. A défaut d'être légitime, ce pouvoir semblait peu contesté voire même respecté – fruit d'un travail de domestication accompli sur une société largement affaiblie et déstructurée par la colonisation et la guerre d'indépendance⁷.

Sur le plan international, l'Algérie est l'un des animateurs essentiels de la mouvance « tiers-mondiste » qui revendique un rééquilibrage des rapports Nord-Sud. Cette période a longtemps été célébrée, par certains Algériens et non-Algériens, comme celle de la « grandeur » et de l'aura de l'Algérie dans le concert des nations, de la « reconquête de sa souveraineté nationale ». Un pays « admiré » et « respecté », dont le chef d'Etat devient secrétaire général du mouvement des non-alignés de septembre 1973 à août 1976, et Alger, sa capitale, élevée au rang de « Mecque des révolutionnaires ». Sauf que cette grandeur et cette aura ont été usurpées par le pouvoir autoritaire découlant du coup de force militaire contre le gouvernement légal et légitime issu du mouvement de libération nationale. Mais, à la fin des années 1970, les désenchantements nationaux donnent de la voix et le tiers-mondisme porté par les indépendances des anciennes colonies est de moins en moins porteur.

Les centres d'intérêt au niveau planétaire, tant sur le plan économique que géopolitique, basculent peu à peu vers le proche et extrême Orient : en décembre 1978, l'arrivée au pouvoir en Chine de Deng Xiaoping marque un tournant dans l'histoire de ce pays. Des réformes économiques d'inspiration libérale vont progressivement hisser la Chine au rang des pays émergents et bousculer l'agenda de la mondialisation. De même que la chute du chah d'Iran et l'avènement de la révolution islamique en 1979 bouleversent l'équilibre des forces dans le Moyen-Orient et promeuvent l'islamisme politique conquérant.

Sur le plan national, les années 1970 sont marquées par la stratégie de développement dite « des industries industrialisantes ». Les grands projets d'investissement et les chantiers autour des grandes agglomérations urbaines se

5 Houari Boumediene, de son vrai nom Mohammed Boukharouba, décède le 27 décembre 1978 après une longue, éprouvante et mystérieuse maladie.

6 A partir de 1958, c'est le colonel Boumediene qui dirige l'état-major général de l'armée. Avec ses troupes massées aux frontières, respectivement avec la Tunisie et le Maroc, il commet un coup de force contre le gouvernement légal présidé par Benyousséf Benkhedda et place Ben Bella au pouvoir.

7 Karima Lazali, *le Trauma colonial. Enquête sur les effets psychiques et politiques de l'offense coloniale en Algérie*, éd. Koukou, Alger, 2018.

multiplient. Les Algériens, dans leur grande majorité, furent conquis par ce modèle et surtout par les promesses de prospérité pour tous. Il faut dire que les discours officiels, relayés par une presse aux ordres tous supports confondus, faisaient leur effet auprès de la population. Même des milieux académiques et intellectuels, en principe plus avertis, vont s'ériger en porte-voix du pouvoir d'Etat. Combien de thèses, de travaux académiques, de publications diverses pour vanter les « mérites et la justesse » d'un tel modèle élevé au rang de mythe ?

Mais, dès le milieu des années 1970, le doute s'installe. Les difficultés économiques et sociales s'accroissent. La grogne sociale gagne des couches de plus en plus larges de la population, qui voit stagner ses conditions de vie, voire se dégrader. Surtout, les citoyens acceptent de moins en moins la détérioration progressive de leur situation alors qu'émerge une nouvelle classe dominante, une « nomenklatura », formée de nouveaux riches, issue ou liée aux appareils d'Etat. Mais l'appareil répressif veille et traque toute contestation sociale ou politique.

La société est étouffée par le monopole du parti unique, la fermeture de tous les espaces d'expression et la répression tous azimuts de toute velléité d'opposition. Un véritable système de terreur⁸ est institué dès l'indépendance et perdurera longtemps après avec des variantes : kidnappings, disparitions, emprisonnements sans jugement, exécutions sommaires, assassinats... Les oppositions sont neutralisées, agissant dans l'exil⁹ et, le plus souvent, sans ancrage politique, et pour cause. Au cœur de ce pouvoir autoritaire, la redoutable police politique sous ses sigles successifs – Sécurité militaire (SM), Département du renseignement et de la sécurité (DRS)... – qui constitue un rouage essentiel de sa puissance et de sa domination¹⁰.

A la fin des années 1970, le pouvoir est ébranlé par la guerre de succession à la suite de la mort de son chef. Sa disparition crée un grand vide politique au sein du pouvoir central et libère les ambitions et les manœuvres. Un compromis entre les différentes forces actives (hauts gradés de l'armée, les services de sécurité, l'appareil du FLN et ses organisations satellites, notamment le syndicat unique) est imposé par l'armée, qui aboutit à la cooptation du colonel Chadli Bendjedid à la tête de l'Etat. Un processus de rééquilibrage entre les différentes composantes du pouvoir s'engage. Ce dernier conserve encore sa force d'attraction et sa capacité de domination et de répression. Il est encore perçu comme un pôle, même déclinant, du tiers-mondisme ; sa politique de développement s'essouffle et fait l'objet de critiques de plus en plus aigües mais il conserve son atout-maître, la rente pétrolière pour une gestion redistributive synonyme de paix sociale ; enfin, et même si des luttes sourdes le traversent, son appareil sécuritaire garde encore toute sa force et son efficacité.

L'arrivée de Chadli au pouvoir fait espérer un desserrement de l'étau politique. D'autant plus que le nouveau pouvoir donne le sentiment qu'il veut briser l'image autoritaire et austère de son prédécesseur. Il supprime l'infâme obligation pour toutes

⁸ La liste est longue de tous ceux qui ont subi ce système. Certains, parfois d'anciens collaborateurs de Boumediène comme Medeghri, Chabou, etc., l'ont payé de leur vie.

⁹ C'est le cas notamment du premier parti d'opposition créé après l'indépendance, le Parti de la révolution socialiste (PRS), le 20 septembre 1962, par d'anciens militants du FLN (notamment de la Fédération de France) regroupés autour de Mohammed Boudiaf.

¹⁰ Madjid Benchikh, *Algérie, un système politique militarisé*, L'Harmattan, 2003.

sorties du territoire (visa de sortie), qui est instituée arbitrairement pour les citoyens depuis le 5 juin 1967. D'autres mesures d'apaisement et de timides ouvertures politiques sont prises¹¹ : certains prisonniers politiques sont élargis ; quelques exilés politiques sont encouragés à rentrer en Algérie ; le régime d'incarcération d'Ahmed Ben Bella, détenu sans jugement pendant près de quinze ans, est assoupli.

Au sein de la mouvance culturelle berbère émerge, dans les années 1970, une nouvelle génération de militants, d'artistes, d'intellectuels et d'étudiants. Des regroupements divers se font jour, contournant la censure et bravant l'interdit et la répression. Les initiatives sont principalement d'ordre culturel (chant, poésie, théâtre, radio) et universitaire (chaire de berbère dirigée par Mouloud Mammeri et Groupe d'études berbères à Paris-VIII, Vincennes). C'est dans ce contexte socioéconomique, culturel et politique que surgit le mouvement d'« Avril 1980 », que je vais vivre en tant qu'universitaire.

Liberté, autonomie et citoyenneté

Nommé par le ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique (MERS) en tant qu'assistant, j'intègre le département des sciences économiques du centre universitaire de Tizi-Ouzou (CUTO) en septembre 1979, entamant une carrière d'enseignant universitaire avec une double appréhension. La première est liée au manque total d'expérience et de préparation pédagogiques pour une charge d'enseignement à l'Université. La seconde est relative au fait que j'étais arabophone extérieur à une région réputée, à tort, peu ouverte. Je surmontais progressivement la première difficulté par le travail, l'écoute et l'échange avec les étudiant•e•s. Mon immersion dans une région majoritairement amazighophone me fut facilitée par le fait que l'enseignement en français était encore en vigueur à mes débuts d'enseignant : l'usage du français dans les échanges quotidiens était courant, et la barrière de la langue ainsi contournée.

La liberté en actions

Un autre facteur va faciliter mon insertion : je retrouvais par hasard des camarades du PRS, avec qui j'avais milité dans l'émigration. Ce parti est souvent identifié à travers l'un de ses fondateurs, Mohammed Boudiaf. Celui-ci, vivant en exil au Maroc, assumait plus une direction morale et symbolique que politique. La direction politique était assurée par un groupe d'exilés à Paris. Il n'y avait aucune concertation au niveau du parti et encore moins d'information – sécurité oblige – sur l'implantation des militant.e.s en Algérie. De fait, nous allions former un groupe qui contribuerait au travail politique au sein de l'Université. Lors de mon arrivée au Centre universitaire de Tizi-Ouzou (CUTO), j'ai retrouvé d'autres camarades du PRS : feu Rachid Chaker, Rabah

¹¹ Entre mars et avril 1979, élargissement de Ferhat Abbas et Benyoussef Benkhedda (ex-présidents du GPRA) assignés à résidence depuis mars 1976. La même mesure est prise pour Ahmed Ben Bella incarcéré sans jugement depuis le coup d'Etat qui l'a destitué le 19 juin 1965. Des mesures d'amnistie en faveur de onze détenus condamnés en 1969 pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Lebsir et Ouali Si Amer. Ce groupe va fonctionner de façon autonome par rapport au groupe qui dirigeait formellement le parti à Paris. J'étais, pour ma part, en contact direct avec un groupe agissant à Alger¹². Mon contact était le regretté Youcef Sebti – un poète¹³ et sociologue avec qui nous avons constitué un comité « Vérité et justice », à la suite de l'assassinat de Mohammed Boudiaf le 29 juin 1992¹⁴. L'assassinat de Youcef Sebti le 27 décembre 1993, attribué aux islamistes, a, en fait, été perpétré par un groupe paramilitaire aux ordres de la police politique. C'est ce dernier événement qui me convainquit de partir en exil en France avec ma famille en mars 1994.

D'autres rencontres politiques heureuses vont me conforter dans l'idée, un peu folle, que nous allions faire cause commune. Certains membres du Groupe d'études berbères (GEB) sont enseignants au CUTO. J'avais rencontré et sympathisé à Paris VIII-Vincennes avec Ramdane Achab, Mohand Ouamar Oussalem et Hend Sadi. Certains éléments de ce groupe ont pris contact, au milieu des années 1970 (1974 ou 1975), avec le PRS en posant comme condition la reconnaissance et la prise en charge de la question amazighe. Ces contacts demeureront sans suite – même si le PRS sera le premier parti politique algérien à reconnaître la dimension amazighe de l'Algérie¹⁵. J'appris par la suite que beaucoup de membres du GEB allaient intégrer le Front des forces socialistes (FFS), qu'ils vont régénérer et lui faire faire sa mue dans la prise en charge de la question amazighe en l'intégrant dans sa plateforme de 1979.

J'ai pris rapidement conscience de la prégnance de la question amazighe au niveau de la société, et notamment de sa jeunesse à Tizi-Ouzou. Je découvre aussi que les discussions avec les étudiant.e.s et les enseignant.e.s étaient empreintes d'une liberté de ton vivifiante. De même que certaines soirées entre collègues pouvaient ressembler à de véritables cercles de discussion intellectuelle et politique d'une profondeur et d'une audace qui ne devaient rien aux boissons qui y étaient partagées. Les sujets étaient variés mais ceux relatifs à l'économie – profession oblige – et à l'histoire prédominaient. Le « terrorisme intellectuel » institué par les thuriféraires du pouvoir dans les années 1970 autour des « tâches d'édification nationale » opérait de moins en moins. L'espoir d'une ouverture ou de dégel politique était important, y compris pour la mouvance berbère. D'autant plus que la gestion autoritaire de la société et les exclusifs imposés par le pouvoir depuis l'indépendance étaient de plus en plus contestés à des échelles, certes limitées, mais prometteuses.

En mai 1979, la représentation en kabyle de la pièce *la Guerre de 2000 ans*, de Kateb Yacine, est interdite à l'Université. Cet arbitraire va révolter les étudiants, qui exigent le maintien de la représentation. Ce fut un moment fort de résistance. L'écho sera rapide au sein de la communauté universitaire toute surprise et au sein de la population de la ville de Tizi-Ouzou et les villages environnants. Les prémises d'une confrontation entre le pouvoir et les étudiants s'annoncent.

12 J'avais d'autres contacts plus personnels avec des camarades à l'Université d'Alger et dans la ville de Constantine.

13 Auteur d'un seul recueil de poèmes, « L'Enfer et la Folie », édité en 1981, Youcef Sebti écrivait pour se présenter : « Je suis né dans l'enfer, l'enfer est en moi, Je n'ai pas fait la guerre, elle m'a fait. » Il fit partie d'une génération de poètes regroupés autour de Jean Sénac, lui aussi assassiné dans des circonstances troubles le 30 août 1973 à Alger.

14 https://www.ahmeddahmani.net/PDF/Experiences/EI%20Jarida/Boudiaf_un_an_apres.pdf

15 <https://www.ahmeddahmani.net/PDF/Experiences/EI%20Jarida/RC-PRS.pdf>

La quête de l'autonomie politique

A la rentrée 1979, les étudiant.e.s, organisé.e.s en comité autonome en dehors du cadre officiel, entament un mouvement de grève pour une amélioration de leurs conditions sociales. Face à l'impasse, une mission de médiation et de conciliation est initiée par un groupe d'enseignant.e.s incluant au moins un militant du FFS et un du PRS (l'auteur de ces lignes). Nous œuvrons pour convaincre les étudiant.e.s de reprendre les cours en contrepartie de la reconnaissance par l'administration de leur comité dont l'autonomie est ainsi actée. Cet épisode où les enseignant.e.s et les étudiant.e.s ont échangé et coopéré a joué un rôle déterminant dans les mobilisations à venir. En imposant l'autonomie de leur organisation, avec le soutien des enseignant.e.s, les étudiant.e.s venaient de poser la question de la liberté d'organisation jusque-là proscrite par le pouvoir.

Fort de leur autonomie, légitimé dans sa représentation par les étudiant.e.s, le comité, en concertation avec des enseignant.e.s, va élaborer un programme d'animation culturelle à l'Université. Une conférence est programmée pour le 10 mars avec Mouloud Mammeri pour y présenter son dernier livre, *Poèmes kabyles anciens*. Le comité étudiant et les enseignant.e.s qui ont organisé cette conférence ne pouvaient penser qu'une conférence d'un universitaire dans un cadre académique puisse poser problème. Ce fut pourtant le cas. La conférence est interdite, et Mouloud Mammeri, sommé de rentrer chez lui à Alger.

La tentative d'occupation de l'espace public

Cette interdiction pour « risques de troubles à l'ordre public » fut interprétée et assumée, à raison, par les étudiant.e.s et les enseignant.e.s, comme troubles à l'ordre établi. Elle provoqua une vague d'indignation et de protestation considérable au niveau de l'Université comme de la population de Tizi-Ouzou dans son ensemble. Le caractère infame de l'éditorial d'*El Moudjahid*, organe du pouvoir, commis par le directeur du journal¹⁶, finit par convaincre les plus indécis parmi les étudiant.e.s et les enseignant.e.s. En moins d'un an, ce sont deux illustres écrivains, symboles de l'éthique intellectuelle et de l'engagement politique, qui sont interdits d'expression et qui subissent l'anathème et l'insulte des appareils de propagande du pouvoir. Il fallait réagir, et avec force. La marche du 11 mars fut pour moi un rare moment d'excitation et de détermination. Je demandais à un collègue kabylophone qui marchait à mes côtés ce que signifiait le slogan « *Ad nerrez wala ad neknu* », il me répondit : « Plutôt briser que plier ». J'ai compris à ce moment-là qu'une digue avait sauté. Il y en aura d'autres en ces mois de mars et avril 1980.

Une nouvelle tentative d'occupation de l'espace public, cette fois-ci à Alger, est réprimée. La marche programmée le 7 avril sonne un nouveau défi au pouvoir autoritaire. Le lendemain, un comité anti-répression, formé d'étudiants, de travailleurs

16 Sous le titre « Les donneurs de leçon », Kamel Belkacem traita Mammeri d'antipatriote et d'autres insanités dans *El Moudjahid* du 20 mars 1980. Ce ne fut malheureusement pas le seul écrit infame commis durant cette période. D'autres de ses confrères lui emboîtèrent le pas dans d'autres éditions de la presse officielle, la seule existante à l'époque.

et d'enseignants, est créé au CUTO. Le principe d'une grève illimitée avec occupation de l'Université est adopté en assemblée générale réunissant l'ensemble de ses composantes. La population de la région, informée du déroulé des événements, se solidarise spontanément¹⁷. Le mouvement prend alors de plus en plus d'ampleur et s'inscrit dans la durée.

Il est essentiellement spontané, privilégiant l'horizontalité et l'auto-organisation. Il déborda les cadres partisans, peu structurés et limités par la clandestinité. Voici les partis d'opposition que j'ai pu identifier : le Front uni pour une Algérie algérienne, regroupé autour de Rachid Ali Yahia ; le Front des forces socialistes, présidé par Hocine Aït Ahmed et dirigé à Tizi-Ouzou par Saïd Sadi ; et le Parti de la révolution socialiste. Je ne classe pas le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) dans l'opposition, empêtré qu'il a été depuis la fin des années 1960 dans une position de « soutien critique » au pouvoir autoritaire. Les militants de ces partis ont joué incontestablement un rôle important dans l'animation, l'orientation et l'encadrement du mouvement. Pour leur part, les jeunes (étudiant.e.s, lycéen.ne.s et même écolier.e.s) apportent, grâce à leur engagement, leur fraîcheur, exprimant leurs désirs brimés, et s'initient à l'autonomie par rapport à la famille et au village dans un processus d'individuation, nécessaire à la citoyenneté. Dans une région conservatrice, comme dans la majorité du pays, l'accès des filles à l'Université, leur logement en cité universitaire et la participation de certaines d'entre elles au mouvement d'« Avril 1980 » sont une avancée considérable. Ce mouvement pacifique a porté des revendications pluralistes (linguistique, culturelle et politique).

Autour de l'Université d'abord, puis de l'hôpital et de la principale entreprise publique de la région, le mouvement d'avril 1980 va montrer des capacités citoyennes de mobilisation inattendues. Les citoyen.ne.s se découvrent capables de participation à la vie de la cité. Non pas de façon monolithique comme l'a imposé auparavant le pouvoir, mais dans la différence des opinions. Ainsi, à l'Université, je garde en mémoire ces débats d'une extrême densité, marqués par l'expression de courants ou de sensibilités différentes voire divergentes. Pour notre courant marqué à gauche, la critique portait sur le fait qu'il ne dissociait pas le combat démocratique de la lutte pour le socialisme¹⁸.

A la vision exclusiviste édictée sur le système de parti, de langue, de religion, de culture et de pensée uniques, « Avril 1980 » a opposé et proposé un autre modèle de société fondé sur le pluralisme politique, la garantie des libertés démocratiques et la promotion de la diversité culturelle et linguistique. Au fil des années et dans le cadre du MCB, le mouvement a imprimé sa marque dans la dynamique de libération citoyenne – que le *Hirak* perpétue et prolonge aujourd'hui. C'est ainsi qu'au fil des mobilisations, les Algériennes et les Algériens apprennent à forger leur statut de citoyens dans une société libérée des nombreuses chaînes que le pouvoir autoritaire

17 Pour une restitution détaillée de ces faits, cf. Arezki Ait Larbi (éd), *Avril 80, Insurgés et officiels racontent le « printemps berbère »*, Alger, Edition Koukou, 2010 ; Rachid Chaker, « Journal des événements de Kabylie », *Les temps modernes*, N° 432-433, 1982; Mohammed Brahim Salhi, *Algérie, citoyenneté et identité*, Edition Achab, Alger, 2010.

18 A noter que le PRS, un parti d'obédience marxiste, avait déjà intégré la lutte démocratique dès 1976, ce qui lui a valu bien des critiques après le soutien qu'il apporta à Ferhat Abbas, Benyoussef Benkhedda, Hocine Lahouel et Cheikh Mohammed Keireddine, cf. à ce sujet, *El Jarida*, organe du PRS, n° 16, avril 1976 (collection privée).

leur a imposées depuis l'indépendance pour les exclure de tout mécanisme et processus de décision.

La question de la nation

L'image est belle et forte : le drapeau national côtoyant le drapeau amazigh, s'entrelaçant dans une chorégraphie au gré des vents durant les marches du Hirak. Je n'ai pas souvenir de déploiement d'un quelconque emblème en avril 1980 et même durant les années qui suivirent. Face aux manœuvres de division du pouvoir, le Hirak répond : « *9baïli 3arbi khawa khawa !* » (« Kabyle et Arabe sont frères »).

Aujourd'hui, la cause amazighe est de moins en moins taboue. Nous sommes loin de l'amazighité interdite que j'ai connue en 1980 et certaines avancées sont indéniables : création d'un Haut Conseil à l'amazighité (HCA, 1995), intégration de l'enseignement du Tamazight à l'école (1995-1996), à l'Université (1990-1991), constitutionnalisation de la langue qui devient nationale et officielle (2016), *Yennayer* (nouvel an berbère) célébré officiellement (2018). Ces acquis sont, bien sûr, le fruit des luttes permanentes, des mobilisations de générations entières et de sacrifices humains, parfois jusqu'à la mort. Mais cette consécration du fait amazigh demeure l'affaire du prince, conforme aux méthodes autoritaires du pouvoir qui décide et impose sans débat et sans consultation des mesures qui subiraient le même formalisme que les libertés individuelles et collectives pourtant consacrées par la Constitution. Le multipartisme, la liberté d'expression, la liberté syndicale et le droit de grève... participent de la façade démocratique d'un pouvoir réfractaire à toute évolution démocratique. Sans doute aussi et surtout que, derrière ces mesures consacrant l'amazighité, le pouvoir cherche à désamorcer voire à vider la cause amazighe d'une problématique essentielle : celle de la définition et de la construction de l'identité nationale.

Le mouvement national indépendantiste avait tranché violemment et imposé un projet uniciste, négateur de toutes les différences politiques, culturelles et linguistiques. A l'indépendance, c'est cette vision réductrice qui s'impose, rejetant dans la violence les différentes composantes culturelles et linguistiques de l'Algérie. « Avril 80 » a fait preuve d'une certaine retenue, voire d'un certain évitement, sur ce sujet. Les différents groupes et personnes agissant dans le mouvement n'ont pas, dans mon souvenir, soulevé la problématique de la nation. Il y eut bien évocation de faits historiques avérés comme la crise « dite berbériste »¹⁹ au sein du mouvement national mais toujours en termes d'ostracisme du fait amazigh. Et, personnellement, je me contentais de la position de mon parti, qui était, à l'époque, largement en avance sur son temps : « La nation algérienne, bien que rattachée par l'histoire, la religion, la langue... au monde arabo-islamique, n'en a pas moins ses spécificités et sa culture propre. Vouloir les gommer au nom du mythe de l'unité de la nation arabe relève d'une œuvre de déculturation pure et simple [...]. Le fond du peuplement berbère a constitué

¹⁹ Les militants de la cause berbère se réfèrent souvent à cet épisode de 1948-1949, où un groupe de militants nationalistes, au sein du parti indépendantiste, le PPA-MTLD, a mis en avant le slogan « Algérie algérienne » incluant la dimension berbère aux cotés de l'arabité.

une base importante de la formation du peuple algérien [...]. La nation algérienne est un résultat. Celui d'une histoire féconde parce que riche en lutte. »²⁰ Le sujet était particulièrement sensible. L'indépendance n'avait pas bouclé ses vingt ans et le poids des pesanteurs idéologiques et politiques était encore pesant. De plus, une grande majorité d'Algérien.ne.s, notamment dans les régions arabophones, mais pas seulement, exprimaient une crainte réelle ou fantasmée d'une dissolution voire d'une destruction de la nation. Cette crainte n'a pas totalement disparu. Loin s'en faut. Il reste que la reconnaissance sociale au sein du Hirak de la langue et la culture amazighes comme composantes de la culture nationale algérienne a progressé comme les initiateurs d'« Avril 1980 » ne pouvaient en rêver. Elle réhabilite le pluralisme culturel et linguistique au sein de la communauté nationale, qui articulerait les différents éléments d'identité dont l'histoire de l'Algérie est porteuse.

Promesses d'une insurrection citoyenne

L'histoire du mouvement d'« Avril 1980 » reste à faire. Quarante ans après, il est possible d'affirmer qu'il a ouvert de nombreuses brèches dans la cuirasse du pouvoir autoritaire. Il a provoqué un véritable séisme politique et la première lézarde d'importance dans le système de pouvoir autoritaire qui étouffe la société depuis l'indépendance en 1962. Il constitue, à mon sens, une étape majeure dans le combat démocratique et citoyen de l'Algérie indépendante. Dans un climat d'incertitudes et de tension extrême, et par une sorte d'accélération du temps que les mouvements sociaux savent provoquer, le mouvement citoyen d'« Avril 1980 » va réouvrir les chantiers de la citoyenneté dans le cadre d'un Etat de droit jusque-là interdit. Il fut réellement un mouvement pionnier dans la revendication démocratique des libertés et de la construction de la citoyenneté en dehors du cadre autoritaire.

A travers la question de l'identité, du rejet du déni identitaire, le mouvement d'« Avril 1980 » invite et incite à redéfinir la nation dans un cadre pluraliste où la composante berbère ne soit plus reléguée au rang de relique ou d'objet de patrimoine folklorique. Parti d'une revendication identitaire et assumant la nécessaire démocratisation de la vie publique, le « Printemps berbère » a contribué à lever de nombreux tabous et affirmé des causes jusque-là tues ou réprimées : berbérité, pluralisme linguistique et culturel, liberté d'association, liberté syndicale, égalité femmes/hommes, sexualité, religion, droits humains, etc. Autant de questions et de sujets qui se posent à la société algérienne et qui l'interrogent sur la nécessaire capitalisation des expériences de lutte qu'elle a connues durant toutes ces années. Or, la mémoire des luttes pour l'émancipation demeure encore enfouie, ou alors parcellaire et surtout discontinuée. Ce rapport à la mémoire a été largement entretenu par le pouvoir, mais il interroge aussi sur l'absence de transmission par les acteurs/rices des différents mouvements de contestation que le pays a connus depuis l'indépendance.

20 PRS, Remarques critiques à propos de la « charte nationale », 1976 : <https://www.ahmeddahmani.net/PDF/Experiences/EI%20Jarida/RC-PRS.pdf>

Le Hirak semble vouloir retrouver, dans l'histoire du mouvement de libération nationale, les figures et les actes qui font sens pour le mouvement d'émancipation d'aujourd'hui. Par les questions qu'il soulève, par les revendications de participation citoyenne, il s'inscrit de fait dans le prolongement d'« Avril 1980 ». La route est complexe et difficile. Elle est entravée d'obstacles et d'embûches divers, et elle sera longue à se dessiner. La construction de la société est engagée, et les contre-pouvoirs qui lui donnent son sens se multiplient. La nation réconciliée avec elle-même doit être préservée de toutes les manœuvres de division et des tendances à l'enfermement et le repli de quelque nature que ce soit ; sa pluralité, renforcée et développée ; et son ouverture au tout-monde, encouragée.